

**NELSON MANDELA,
TERRORISTE POUR
LE SÉNAT ET LE
CONGRÈS US**

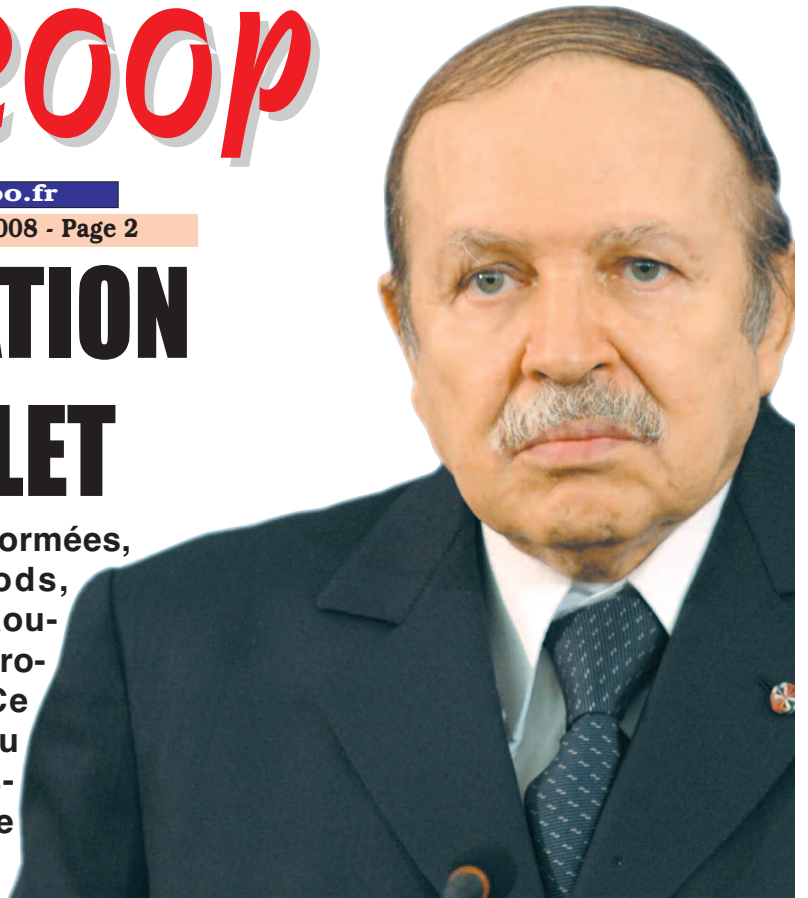
PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

A Londres, par une juste revanche de l'histoire, 50 000 personnes ont fêté le 90^e anniversaire de N. Mandela. Au même moment, ou presque, le Congrès des Etats-Unis venait de voter une résolution retirant son nom de la liste des «terroristes». Le «pays de la liberté fictive» tenait le symbole vivant de la Liberté réelle, avec un grand L, pour un terroriste ! N'importe quel sondage, même en le bidouillant, donnerait Mandela comme expression achevée de la liberté, son incarnation actuelle. Sur ce point comme sur tous les autres, les USA prennent le contrepied de l'opinion internationale. Nouvelle étonnante, n'est-ce pas ? Etonnante en soi d'abord. Car, en tourner et retourner les choses, nous ne savons de Mandela que son opposition active au régime de l'apartheid, son rôle de dirigeant de l'ANC, son statut de prisonnier politique, sa stature internationale pendant sa détention et le statut de symbole auquel l'ont élevé des peuples et des jeunes du monde entier, y compris aux USA. Tout le monde sait que le régime de l'apartheid était raciste, qu'il cantonnait les Noirs dans des bantoustans et que, comme dans les Etats-Unis de la ségrégation raciale, il leur interdisait les lieux réservés aux Blancs. Evidemment, les sénateurs et représentants US du Congrès savaient que les Blancs imposaient leur régime par la terreur, le crime, la torture, les massacres. Les Blancs et leur régime ont fait un large usage de ce terrorisme d'Etat dénoncé partout dans le monde. Et c'est Mandela qui était inscrit sur une liste de terroristes ! Le motif ? Il dirigeait une organisation, l'ANC, qui avait pris les armes contre l'apartheid ! Voilà le crime inexpiable aux yeux des USA. Nul n'a le droit de prendre des armes pour se libérer mais les oppresseurs ont le droit d'user et d'abuser des armes. Comment les USA commentent-ils les hommes qu'ils ont armés pour envahir Cuba, combattre le régime né de la chute de Somoza au Nicaragua, détruire l'Afghanistan ? Des combattants de la liberté ! Les USA ne mettent pas tous les hommes qui prennent les armes sur les listes de terroristes mais seulement ceux qui prennent les armes en dehors de leurs propres plans de déstabilisation des régimes qui échappent à leur influence. Etonnante en soi cette nouvelle et également étonnante par sa contradiction avec les évolutions sur le terrain. Blancs et Noirs ont mis fin à l'apartheid, Mandela a été élu président de l'Afrique du Sud avant de se retirer de la vie politique, il a fait réussir par son poids moral l'opération Justice et Vérité pour réconcilier Blancs et Noirs et l'ANC dirige le pays par des élections libres que jamais personne n'a contestées. Les USA ont la dent dure. Cela fait combien d'années ? Mandela s'est retiré de la vie politique depuis neuf ans. Apprenez enfin que le Congrès et le Sénat ont retiré Mandela de cette liste non par autocritique mais parce que les restrictions qu'elle entraîne sur ses mouvements sont devenues «embarrassantes». Dixit Condoleezza Rice.

M. B.

**UNE INAUGURATION
POUR LE 5 JUILLET**

A en croire des sources bien informées, le centre commercial El-Qods, construit par le promoteur saoudien Sidar, sera inauguré le 5 juillet prochain par le président Bouteflika. Ce centre commercial, le plus grand du pays, est le premier d'une série d'espaces similaires que Sidar compte ouvrir.



Quand Khaldi fait du zèle

Le ministre de la Formation professionnelle, M. El-Hadi Khaldi, qui était présent à la cérémonie de remise des dossiers de prêt aux 10 meilleurs jeunes diplômés, à la Safex d'Alger, n'a pas cessé de marteler à l'adresse de l'assistance et des journalistes que le Fonds de la Zakat est le fruit de la réconciliation nationale, initiée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Le Fonds de la Zakat et les prêts qui sont accordés aux jeunes diplômés sont, selon Khaldi, la meilleure preuve de la réussite du processus de la réconciliation nationale et de la consolidation des liens de fraternité entre les Algériens.

Quand les charters «attaquent»

Immense était l'étonnement des cadres dirigeants d'Air Algérie, lorsqu'ils apprirent qu'une autorisation de desservir Alger à partir de Paris a été accordée au profit d'une compagnie française intervenant sur des vols charters.

Selon des sources très au fait du dossier, l'autorisation a été accordée par la Direction de l'aviation civile pour une période de 4 mois, et ce, après intervention des responsables d'une agence de voyage basée dans la capitale française.



le HIC
lehic.dz@hotmail.com

SAISON ESTIVALE 2008
360 PLAGES AUTORISÉES À LA BAINNADE